

Un sommet de l'océan pour pas grand-chose

Claire Nouvian

Entre effet d'annonce et évitement des problèmes de fond, le One Ocean Summit illustre parfaitement la manière dont Emmanuel Macron instrumentalise la question environnementale, estime la fondatrice de l'association Bloom pour la défense de l'océan

Sans surprise aucune, le sommet de l'océan organisé à la va-vite par la France, et qui s'est tenu à Brest du 9 au 11 février, a été à la fois un embarrassant flop diplomatique et une occasion ratée de réfléchir sérieusement à la façon de réinventer notre rapport à l'océan afin qu'il devienne pérenne, responsable et respectueux des humains et des écosystèmes. En écrivant ces lignes politiquement correctes, en laissant croire que l'occasion a seulement été « ratée », je me laisse une chance de convaincre mes détracteurs potentiels, mais je contribue aussi à l'imposture.

Puisque le compte à rebours est enclenché pour maintenir les conditions d'habitabilité de la planète, quel autre choix avons-nous que de cesser de nous mentir ? La correction politique n'est plus de mise et la réalité de ce sommet, c'est qu'il n'a pas servi à grand-chose, sinon à confirmer la « méthode Macron » en matière écologique : instrumentaliser les annonces avant les échéances électorales et les calibrer pour optimiser leur effet médiatique tout en minimisant leur portée environnementale.

Il faut reconnaître que le président est arrivé à un tel degré de maîtrise de la communication que, sans être fin connaisseur des dossiers, il est presque impossible de ne pas se laisser bernier. Le sommet pour l'océan est un cas d'école pour quiconque voudrait analyser sa « méthode environnementale ». Il commence par faire de la programmation neurolinguistique : il martèle des éléments de langage qui le font passer pour un militant de la planète. Puis il égrène les enjeux de l'agenda international. Il appelle, par exemple, avec beaucoup de conviction à la réussite des négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) visant à mettre fin aux subventions menant à la surpêche dans le monde. C'est fourbe, ça fonctionne : sans prendre le moindre engagement, ni même clarifier la position de la France sur cet enjeu majeur, le président crée l'illusion d'être courageux sur des sujets structurels qu'en réalité il évite soigneusement et fait même reculer. Rappelons que son gouvernement **a appuyé la réintroduction des catégories d'aides publiques les plus dangereuses pour l'océan** pendant la réforme de l'instrument financier européen de la pêche.

La méthodologie présidentielle se poursuit avec des annonces environnementales « à double fond » qui, appuyées par des chiffres impressionnants, jettent de la poudre aux yeux, alors qu'elles dissimulent une porte de sortie permettant de ne pas porter préjudice aux intérêts financiers, industriels ou commerciaux. Le président a, par exemple, annoncé avoir dépassé, grâce à un décret signé le matin même, les objectifs internationaux de protection de 30 % de notre territoire marin. Incroyable. Applaudissements. Mais qu'en est-il vraiment ? Ces aires marines protégées françaises sont-elles réellement protégées ? Non. 98 % des zones dites « protégées » ne protègent pas les écosystèmes marins des activités extractives à fort impact environnemental, comme le chalut de fond. En creux, Emmanuel Macron a reconnu la forfaiture en promettant de porter de 2 % à 4 % les aires marines à « protection forte », tout en évitant de prononcer les mots « protection intégrale », les seuls qui soient sans ambiguïté.

Pourquoi donc appeler ces aires « protégées » si elles ne protègent rien ? Pour afficher une vertu dont elles sont dénuées. Il est d'usage d'appeler cela le « greenwashing », mais je préfère revenir à ce que c'est : un mensonge. Un mensonge avec des implications désastreuses pour l'environnement, puisque l'étude scientifique Dureuil et al. dans *Sciences* en 2018 a montré que la majorité des aires marines européennes dites « protégées » étaient 1,4 fois plus intensément chalutées que les zones non protégées !

Dernier point essentiel de cette « méthode environnementale » : éviter d'aborder les vrais problèmes. Ce fut un véritable slalom présidentiel entre les « éléphants dans la pièce » que tous les forums sur l'océan dans le monde abordent de façon frontale, sauf en France. Pas un mot sur les pêches destructrices émettrices de carbone ni sur le fléchage des subventions vers ces mêmes pêches industrielles à fort impact, reconnues comme la première cause de destruction de l'océan. Pas un mot sur la prédation des ressources marines des pays en développement par nos flottes subventionnées, provoquant insécurité alimentaire et déstabilisation socio-économique.

Le silence s'est fait assourdissant sur l'exploitation minière dans les grandes profondeurs marines, le seul endroit de la planète à ne pas avoir été exploité par les humains. Aujourd'hui, certaines nations comme la France mettent la pression à l'agence onusienne dépositaire de l'autorité sur les fonds marins pour que commence au plus tôt l'exploitation du dernier biotope vierge de notre planète. Si le coup part, c'est un carnage assuré. Les chercheurs préviennent que les dégâts faits à l'océan seront irréversibles.

Des alternatives existent et c'est ce qui a permis, **le 11 février**, à Renault de prendre l'engagement de ne jamais s'approvisionner en métaux issus des grandes profondeurs. Le constructeur automobile a rejoint un nombre croissant d'industriels qui soutiennent la demande de moratoire international portée par plus de trente pays, des centaines d'ONG et plus de 600 scientifiques. La France devrait définitivement renoncer à toute exploitation des ressources minières dans les eaux internationales, mais, au lieu de cela, le plan France 2030, contredisant les objectifs de l'Agenda 2030 de l'ONU, prévoit d'allouer des centaines de millions d'euros à l'« exploration » des grandes profondeurs en vue de leur exploitation.

Si Emmanuel Macron était un homme moderne, il investirait cet argent dans la recherche de solutions industrielles compatibles avec l'impératif de préserver la planète, mais il regarde le monde à travers le rétroviseur et, en cohérence avec son implacable logique libérale, il voit dans la nature un réservoir de ressources, dans les ressources une occasion d'exploitation et dans l'exploitation un potentiel de croissance.

« Nous sommes coincés »

Notre président comme notre économie mondiale n'arrivent pas à « casser le moule », comme les y a enjoins John Kerry, l'envoyé spécial du président des Etats-Unis pour le climat, dont l'allocution de haut vol a creusé l'abîme qui sépare les visionnaires de son espèce des libéraux dépassés qu'incarne Emmanuel Macron.

Kerry a tout résumé en assénant : « *Nous sommes coincés.* » Oui, coincés sur une planète aux ressources finies qui ne souffre plus la croissance infinie. Coincés avec une élite éduquée mais mal formée, qui passe totalement à côté des enjeux du millénaire. Coincés avec une caste de dirigeants politiques devenus des dangers publics pour le collectif.

Pour chaque problème, l'humanité a déjà inventé des solutions, c'est ce qui rend notre époque enthousiasmante. Mais l'impasse de la volonté politique, voilà ce qui rend notre époque si angoissante.

Claire Nouvian, lauréate 2018 du prix Goldman pour l'environnement, est fondatrice de l'association Bloom pour la défense de l'océan

